



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Hauts-de-France**

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Béthune, le **- 5 OCT. 2022**

Tél. : 03 21 63 69 00

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 15 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)

2 Rue Maurice Molissonnier
69120 VAULX EN VELIN

Références : MD/MM EQUIPE 4-278-2022
Code AIOT : 0007001335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 septembre 2022 dans l'établissement O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING) implanté Avenue de la Verrerie BP 61 62410 WINGLES. L'inspection a été annoncée le 06 juillet 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'incendie survenu dans les établissements de Lubrizol et Normandie Logistique le 26 septembre 2019, l'inspection renforce le contrôle des installations bordant les sites Seveso et vérifie notamment les risques d'effets dominos.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)
- Avenue de la Verrerie BP 61 62410 WINGLES
- Code AIOT : 0007001335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'activité principale d'O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES consiste en la fabrication de bouteilles en verre. La capacité de production avoisine les 150 000 tonnes par an. L'usine de WINGLES possède un outil de production modeste (un four) mais puissant (quatre lignes de fabrication contenant au total 130 cavités). Le four a une superficie de 140 m² et tire 480 t/j de verre (procédé en continu).

La particularité du site de WINGLES est d'être le premier consommateur de calcin français (l'utilisation du calcin permet de diminuer significativement les consommations d'énergie de fusion et les émissions de CO₂). La société O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES fonctionne sous couvert d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation daté du 5 août 1996 et de cinq Arrêtés Préfectoraux Complémentaires datés des 15 septembre 1998, 8 février et 12 juin 2001, 17 mai 2005 et 23 juillet 2009, ainsi que de l'Arrêté Préfectoral « IED compatible » du 30 mars 2016.

Le site est notamment autorisé pour les rubriques 2530-1-a et 3330 (Fabrication et travail du verre).
 Le site est également soumis à Enregistrement sous la rubrique 2921 (installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) et dispose de quatre tours aéro-réfrigérantes.
 Elle est située dans un rayon de 100 mètres autour de l'établissement INEOS-STYROLUTION, classé SEVESO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui aval(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Action Nationale 100 mètres	Autre du 09 juin 2020	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée. Toutefois, l'Inspection a émis des observations sur les points suivants:

- le suivi des non-conformités relevées au cours des différents contrôles réglementaires (électriques, défense incendie, foudre, etc.) n'est pas rigoureux. En effet, si l'exploitant confirme effectuer la mise en conformité de certains points, aucun plan d'actions n'est défini et les actions correctives ne sont pas tracées au sein d'un même document ;
- la présence de végétation (type roseaux) dans le bassin de rétention nécessite une action de la part de l'exploitant. En effet, la présence de ce type de végétation risque d'endommager la membrane étanche du bassin.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Action Nationale 100 mètres

Référence réglementaire : Autre du 09 juin 2020
Thème(s) : Actions nationales 2022, ACNAT 100 mètres SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- état des lieux de la situation administrative des Installations Classées ;- investigations poussées des risques d'effets dominos.
Constats : L'ensemble des constats est repris dans le tableau en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet